proposer et discuter la question en synode diocésain, ou du moins demander l'avis du chapitre et de quelques curés des plus compétents. (Canon 895.)

c) Si la réservation des cas de conscience est un remède extraordinaire et exceptionnel, l'état normal et ordinaire sera donc l'absence de toute réservation. Et comme les choses anormales ne sont pas généralement nombreuses, il s'en suit que les cas réservés devront être peu nombreux. Certains anciens décrets cités par Benoît XIV parlent de dix, de douze au maximum ; le Code les limite à trois ou tout au plus à quatre, parmi les crimes les plus graves et les plus atroces, comme disait le concile de Trente, mais spécifiquement et très exactement déterminés. Cela ne veut pas dire que l'on se guidera uniquement sur la gravité et atrocité des crimes dans l'état normal ; s'il en était ainsi, ces crimes, devraient être toujours et partout réservés, ce à quoi le droit commun a pourvu dans la mesure où il était possible. Il faut encore que ces graves délits aient un caractère exceptionnel, sinon momentané, mais local, qui les rende spécialement nuisibles à la société chrétienne.

De plus, le Code statue que la réservation ne doit pas demeurer plus longtemps en vigueur qu'il n'est nécessaire pour extirper un vice public entré dans les mœurs ou restaurer la discipline chrétienne déchu sur un point déterminé. (Canon 897.) On ne dit pas comment cessera la réservation, ni comment l'Évêque se fera une opinion sur l'opportunité de cette cessation ; il n'était pas nécessaire de le dire. La réservation ne cessera pas de plein droit, mais seulement par décret épiscopal ; d'autre part, pour supprimer tel ou tel cas réservé, l'Évêque pourra prendre l'avis de son chapitre et de certains de ses curés les plus zélés et expérimentés, comme il l'avait fait pour l'introduire.

d) Pour assurer l'efficacité des réservations faites, les Ordinaires doivent les publier, non pas seulement par une promulgation légale, mais par des mesures pratiques qui les portent à la connaissance certaine des fidèles. La méthode à employer n'est pas indiquée, le Code la laisse à la sage appréciation des évêques. Ce sera, par exemple, une lettre pastorale lue dans tout le diocèse, la mention des cas réservés dans les instructions au peuple sur le sacrement de pénitence, etc.

En outre, les réservations ainsi publiées devront être observées, ou, comme dit le Code (canon 899, parag. 1), on ne donnera pas facilement à tout prêtre et toujours, le pouvoir d'absoudre des cas réservés. Si, en effet, on attend un résultat utile de la réservation, ce résultat serait annihilé par la concession générale ou presque générale d'absoudre.